

CHAMBRE DE COMMERCE  
FRANCO-ARABE

# Newsletter

## Franco-Arabe

LA LETTRE MENSUELLE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - SEPTEMBRE 2016 - N° 115

### SOMMAIRE

- **BPIFrance, outil de la diplomatie française dans le monde arabe**  
p 1-5
- **Monde: la plus faible croissance du commerce international depuis la crise**  
p 6
- **Coopération Franco-Arabe**  
p 7-9
- **Pétrole & Energie**  
p 10-11
- **Monde Arabe**  
p 12-14
- **Foires & Salons**  
p 15-16
- **Activités de la CCFA**  
p 17-18

Publication destinée aux membres de la CCFA - Diffusion gratuite - Non destinée à la vente.

### Petit-déjeuner-débat à la CCFA

## BPI FRANCE

### Outil de la diplomatie économique française dans le monde arabe



*Eponger le stress développé par les projets exports, diffuser une bienveillance à l'ensemble des entreprises françaises et tout particulièrement aux PME, provoquer chez les chefs d'entreprises le désir d'exporter et de développer des marchés à l'international, voilà la mission dévolue à BPIFrance depuis sa création par la loi du 31 décembre 2012.*

*Pour fixer les idées sur l'importance, voire l'urgence et la nécessité de cette mission, il suffit de revoir quelques chiffres. Les exportations mondiales l'année dernière se chiffraient à 19 000 milliards de dollars pour les marchandises, et à 5 000 milliards de dollars pour les services. Les 10 premiers exportateurs mondiaux en 2014 étaient respectivement ; la Chine avec 2342 milliards de dollars, les Etats-Unis 1621 Mds\$, l'Allemagne 1508 Mds\$, le Japon 684 Mds\$, les Pays-bas 672 Mds\$, la France 583 Mds\$, la Corée du Sud 573 Mds\$, l'Italie 529 Mds\$, Hong Kong 524 Mds\$ et enfin le Royaume-Uni avec 502 Mds\$.*

*L'année dernière, 125 000 entreprises françaises travaillaient à l'export. Les 1000 premières entreprises travaillant à l'export représentaient 72% des exportations françaises et les 18 000 premières représentaient 97% de ces exportations, et 99% des consommateurs se trouvaient en dehors des frontières de l'Hexagone.*

*Enfin si 40% des dirigeants de PME et ETI en France pensent qu'il est important pour leurs entreprises d'être présentes à l'international, seules 29% déclarent déjà réaliser une part de leurs CA à l'international (export ou implantation), 50% des PME exportatrices ne le sont que sur un pays.*

*Le cumul du déficit commercial de la France sur les dix dernières années se chiffre à 506,6 milliards d'euros alors que son principal partenaire commercial en Europe, l'Allemagne, cumulait pendant ce temps des excédents s'élevant à 1905,6 milliards d'euros, avec plus de 400.000 entreprises travaillant à l'export.*

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

Chambre de commerce franco-arabe - 250 bis boulevard St-Germain 75007 Paris  
Tél. 01 45 53 20 12 - Fax : 01 47 55 09 59 - e-mail : [info@ccfranco-arabe.org](mailto:info@ccfranco-arabe.org) - site web : [www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

1/18

**Bpifrance Export**

**NOUS VOUS AIDONS À CONQUÉRIR  
UNE NOUVELLE RÉGION :  
LE MONDE.**



*Voilà les chiffres, ils sont éloquent, et la nécessité de booster les exportations françaises, d'encourager les entreprises et de les aider à franchir cette barrière psychologique pour aller à l'international devient une urgence nationale. C'est d'ailleurs dans ce but que le gouvernement a créé BPIFrance, et réorganisé son dispositif diplomatique à l'étranger avec pour priorité et pour mot d'ordre : le soutien et l'aide des entrepreneurs pour conquérir de nouveaux parts de marché.*

*Dans le cadre de son cycle petit-déjeuner débat, la Chambre de commerce Franco-Arabe a invité le 21 septembre 2016 à la Maison des Polytechniciens à Paris, M. Pedro NOVO, Directeur Financements Export chez BPIFrance, pour présenter cet outil majeur de la diplomatie économique dans les pays arabes et l'action qu'il mène depuis sa création.*

*Le nombre de participants à cette rencontre était à la hauteur de l'intérêt de ce sujet, et les dizaines des chefs d'entreprises présents à cette rencontre ont animé un débat fort intéressant, vivant et instructif.*

### **HAUSSE DU NOMBRE DES ENTREPRISES EXPORTATRICES EN 2015**

En 2015, le nombre d'exportateurs de biens progresse de +3,1%. Le nombre des entreprises qui exportent atteint désormais 125 000 entités et dépasse son niveau d'avant la crise. La hausse du nombre d'exportateurs en 2015 est portée par les PME. Sur l'année 2015, le nombre de grandes entreprises exportatrices progresse (+2,2%), représentant plus de la moitié du montant des exportations (50,2%). Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) exportatrices progressent en nombre de 1,3%. Elles représentent le tiers des exportations. Enfin le nombre de PME exportatrices augmente sensiblement de +4,2 en 2015 représentant près de 16% des exportations.

Ouvrant les travaux de cette rencontre, le Secrétaire général de la Chambre de commerce franco-arabe, Dr Saleh Al-Tayar, a estimé que la frilosité des chefs d'entreprises français à l'Export était un handicap majeur du développement des exportations françaises, un handicap qu'il est nécessaire de combler au plus vite pour remédier aux déficits de la balance commerciale de la France. A cet égard il a donné quelques exemples forts intéressants et inciter les entreprises françaises à franchir le pas et

tout particulièrement dans les pays arabes où la France bénéficie d'un grand capital de sympathie, où le « Made in France » est fort apprécié et où les marchés regorgent d'opportunités pour les entreprises françaises.

Prenant la parole, M. Pedro NOVO a souligné d'emblée la nécessité de l'économie française qui souffre de la « tyrannie » du non désir des chefs entreprises d'aller à l'international, d'effacer cette petite musique qui trotte dans la tête des dirigeants chantonnant « je n'ai pas le temps, je n'ai pas les moyens, c'est trop risqué... ». Ou encore « je n'ai pas la taille nécessaire, je suis bien où je suis, et pourquoi me mettre en danger... ».

Notre combat, tous métiers confondus, est de libérer les chefs d'entreprises de cette tyrannie, a-t-il dit, afin « de supprimer cette barrière psychique et mentale, historique en France, qui fait que les chefs d'entreprises ont cette aversion au risque, à l'ouverture du capital [...] une aversion au partage, et à l'interna-

tional ». Il a indiqué que le chef d'entreprise français n'avait pas cette culture qui le pousse à aller au-delà des frontières pour conquérir des marchés et que le combat que son institution mène tous les jours était justement axé sur le « coaching des entrepreneurs » pour leur faire comprendre que tout est à leur portée, et que ce n'est pas « surhumain de se mettre en mode export », car le monde tel qu'il se dessine aujourd'hui doit forcément tenir compte de l'Afrique et du proche et Moyen-orient a-t-il indiqué.

Abordant plus spécifiquement les pays du monde arabe, M. Novo a indiqué que les 22 pays de la zone offraient des marchés très disparates par leurs spécificités, leurs attentes, leurs maturités, leurs risques, mais que ces marchés peuvent être aussi liés. Il a souligné que les enjeux économiques sur le cours des matières premières ont modifié la donne, ouvrant sur ces marchés de véritables opportunités pour les entreprises françaises. « La belle nouvelle de cette baisse des cours des matières premières, c'est l'urgence pour ces pays de diversifier leurs économies et de s'engager avec force vers des économies de services, de consommations, de divertissements et aussi de transformation...Et donc vers des secteurs économiques qui sont à la portée des entreprises françaises et où l'excellence et le savoir faire français ont acquis leurs lettres de noblesses : infrastructure, sécurité et défenses, agro-industrie, agriculture, irrigation, santé, service à la personne et autres où la French Touch est bien appréciée à travers le monde et en particulier la French Tech qui est en train de gagner une place importante ».

Les marchés des pays arabes sont importants pour les entreprises françaises, mais ils doivent en mesurer les opportunités, en comprendre l'aléa, avant de démystifier le risque lié à cette zone géographique et de dire « tout cela est à ma portée », transformant cette zone d'anxiété en une zone d'opportunité.

Abordant la présentation de BPIFrance, la banque publique d'investissement, M. Pedro

**Visitez le site  
de la Chambre  
de commerce  
franco-arabe**  
[www.ccf Franco-Arabe.org](http://www.ccf Franco-Arabe.org)



Novo a indiqué que cette institution, créée il y a quatre ans, était le partenaire de confiance des entrepreneurs et des banques. Bpifrance est détenue à 50% chacun par l'État et la Caisse des Dépôts a-t-il indiqué. Elle s'organise autour de deux pôles Bpifrance Financement d'un côté et Bpifrance Investissement d'autre part et devrait intégrer bientôt Coface Garanties Publiques.

BPIFrance finance les entreprises de l'amorçage jusqu'à la cotation en bourse en passant par la transmission, en crédit, en garantie et en fonds propres. Elle accompagne aussi les entreprises à l'export, en partenariat avec Business France et garantit leurs risques avec les services de la Coface.

Par ailleurs BPIFrance est un partenaire privilégié pour les projets d'innovation. C'est un interlocuteur puissant, proche des entreprises, efficace et répond aux besoins de financement des entreprises à chaque étape de leur vie.

BPIFrance emploie 2200 salariés et gère 240.000 clients. Son dernier bilan fait ressortir 21,7 milliards d'euros mobilisés pour les entreprises, répartis comme suit : 12,5 milliards en financements, 7,8 milliards en crédits, et 1,4 milliards en capital. Avec un réseau dispersé sur tout le territoire français, la banque comprend 42 implantations régionales avec à chaque fois un seul interlocuteur pour l'entreprise. BPIFrance exerce six métiers : investissement, financement, innovation, garantie, international et accompagnement.

Dans le cadre de son métier « investissement », la banque publique a investi 1,4 milliards d'euros en 2015, en capital dans les entreprises françaises dont une partie (600 millions) était investie en fonds de fonds qui est une activité très importante puisqu'elle permet de financer 90% du venture capital français. Une forte action d'investissement du fonds de fonds va depuis les années 2000 vers le fonds Avéroes 1, Avéroes 2 et 3, qui accompagnent presque 100 entreprises au Maghreb et au Machrek, comme le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte et le Liban.

Dans le cadre de son métier de financement et de garantie, BPIFrance agit comme une banque privée, comme un prêteur en direct aux entreprises pour financer leurs projets, et

garantit le financement bancaire souscrit par les entreprises auprès de leur banque. Dans l'innovation, la banque anime une forte activité qui devient essentielle dans l'économie française puisque son action dépasse largement le milliard d'euros investis.

## LES ÉCHANGES EXTERIEURS DE LA FRANCE EN 2015

Après deux années de repli, les échanges extérieurs de la France ont accéléré en 2015 portés par la reprise de l'activité dans les économies des pays développés, notamment en zone euro, la dépréciation de l'euro face au dollar, et enfin l'amélioration de la compétitivité des entreprises françaises malgré un environnement international difficile et le recul de la croissance du commerce mondial à 2,6 % en 2015 après 3,4 % en 2014.

En valeur, les échanges extérieurs de la France ont progressé à la fois sur les biens et sur les services. Les exportations de biens ont enregistré une croissance de +4,3% et les importations +1,2%. Quant aux échanges au niveau des services ils ont suivi la même tendance avec une accélération de +3,8% pour les exportations et +6,3% pour les importations.

Au total les importations françaises ont atteint en 2015 le chiffre de 500,8 Md€ et les exportations 455,1 Md€ soit un déficit de -45,7 Md€ contre -58,3 Md€ en 2014. Un déficit qui repasse pour la première fois depuis 2009 sous la barre des 50 Md€ et recule de 39% par rapport à 2011, année où il atteignait son montant record de -74,5 Md€.

Enfin le volume des échanges entre la France et les pays arabes a enregistré en 2015 un recul de 3% atteignant le montant de 51,7 Md€ contre 53,0 Md€ en 2014, toutefois, il affiche un solde positif en faveur de la France qui dépasse 8,4 Md€

Visitez le site  
 de la **Chambre**  
 de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)



## PART DE MARCHÉ DE LA FRANCE AU NIVEAU DU MONDE

La stabilisation de la part de marché en valeur de la France dans le commerce mondial observée depuis la mi-2011 s'est poursuivie en 2014 et au premier semestre 2015 (dernière donnée disponible). Au premier semestre 2015, les exportations françaises représentaient 3,1 % des exportations mondiales de biens et 3,5% des exportations de biens et services en 2014.

Dans le cadre de sa mission d'accompagner les entreprises à l'international, BPIFrance étoffe ses offres et multiplie ses services pour être au plus près à chaque problématique de l'entreprise. Ainsi dans la phase de prospection d'un nouveau marché, BPIFrance accompagne l'entreprise à travers le savoir faire de Business France et assure la prise en charge de ses risques financiers à travers les services de la Coface. Dans sa phase de développement l'entreprise peut bénéficier du « prêt croissance internationale BPIFrance » qui s'étend sur sept ans sans aucune exigence de garantie. Par ailleurs pour financer ses ventes, l'entreprise peut compter sur le service « Mobilisation de créances à l'export » et « Crédit export (acheteur ou fournisseur) » mis en place par la banque.

Enfin pour s'implanter à l'étranger, l'entreprise peut compter sur les services «Accompagnement implantation de Business France, la Garantie de projets à l'international Bpifrance, et la Garantie Investissement Coface et enfin l'AFA (appui fusion acquisition). Toute une panoplie d'offres et de servi-

ces qui font aujourd'hui le succès de cette banque, cete machine à intégrer et à rendre opérationnel les entreprises, et qui a doublé la taille de son bilan en trois ans qui passe de trente à soixante milliards d'euros.

Pour terminer M. Novo a indiqué que le champ de l'action de la banque était considérable puisqu'il faut faire bouger le centre de gravité des financements des entreprises en France pour les rendre accessibles aux entrepreneurs y compris pour les gros contrats puisqu'ils faut gérer aussi les assurances pour ces gros contrats et nourrir leurs financements au côté des banquiers français et étrangers car les règles sur les marchés vont se durcir avec Bâle IV avec une réglementation encore plus stricte pour les banquiers.

Reprenant la parole, Dr. Saleh Al-Tayar a remercié M. Novo pour son exposé, claire, simple et structuré et invité les participants à prendre la parole pour exprimer leurs observations, demander plus de renseignements et d'explication ou de précisions sur certains idées avancées. Une occasion pour certains participants de demander comment financer un démonstrateur d'énergie, un projet d'aquaculture, ou des installations neuves pour une unité de production. Des questions auxquelles M. Novo a répondu clairement sans détour donnant parfois même le nom de la personne à contacter pour obtenir un renseignement ou décrocher un rendez-vous.

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

3ème FORUM ECONOMIQUE FRANCE-PAYS DU GOLFE  
المنتدى الاقتصادي الخليجي - الفرنسي الثالث  
19 Octobre 2016

Paris le 19 octobre 2016

Pour plus d'informations contactez  
Mme Fahed mail : [fahed@ccfranco-arabe.org](mailto:fahed@ccfranco-arabe.org)  
ou M. Hélard mail : [helard.eric@ccfranco-arabe.org](mailto:helard.eric@ccfranco-arabe.org)

## LES ÉCHANGES ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS ARABES EN 2015



**Hausse des exportations de 10% ,  
baisse des importations de 16%, et  
un solde positif de 8,4 Md€ en  
faveur de la France**

*Avec près de 51,7 Md€ en 2015 contre près de 53,0 Md€ en 2014 les échanges entre la France et les pays arabes ont baissé de -3%. Les exportations françaises ont certes progressé l'année dernière de +10% par rapport à 2014 affichant 30,06 Md€, mais elles n'arrivent pas à compenser la chute des importations qui baissent de -16%, par rapport à 2014, affichant 21,6 Md€. Avec les pays du Golfe les échanges de la France ont atteint 18,7 Md€ contre 19,4 Md€ en 2014 soit une baisse de -4%, avec les pays du Maghreb, ils ont atteint 27,2 Md€ contre 27,7 Md€ en 2014 soit une baisse de -2% et enfin avec le groupe des autres pays de la région ces échanges ont enregistré un volume de 5,6 Md€ en 2015 contre 5,8 Md€ en 2014 soit une baisse de -2%. Au total le bilan des*

*échanges de la France avec les pays arabes enregistre en 2015 un solde positif en faveur de la France de plus de 8,4 Md€ contre 1,7 Md€ en 2014. Le Maghreb continue d'occuper la plus grande part des échanges de la France avec les pays arabes avec 52%, alors que les pays du Golfe y participent à hauteur de 36% et les autres pays de la région à 11%.*

### PAYS DU GOLFE

En valeur, les échanges de la France avec les pays du Golfe marquent le pas en 2015 et reculent de -4%.

La chute des prix du pétrole qui constitue une part importante de ces échanges est sans doute le principal facteur de cette baisse. Les échanges avec l'Arabie saoudite chutent de -16%, le Bahreïn -49%, le Sultanat d'Oman -11%, et avec les Emirats arabes unis de -5%, toutefois ces échanges progressent fortement avec le Qatar et le Koweït respectivement de +44% et +37%.

Au total le bilan des échanges de la France avec les pays du Golfe affichent un solde positif en faveur de la France dépassant 4 Md€. Pourtant, les exportations françaises vers ces pays ont accéléré de +17% en 2015 enregistrant 11,4 Md€ contre 9,7 Md€ une année auparavant.

### LES PAYS DU MAGHREB

Avec les pays du Maghreb les exportations françaises ont enregistré en 2015 la somme de 14,4 Md€ contre 13,7 Md€ en 2014 soit une progression de plus de 5% alors que les importations ont reculé de -8% atteignant l'année dernière 12,8 Md€ contre 13,9 Md€ en 2014.

Au total ces échanges affichent un solde positif en faveur de la France

de presque 1,58 Md€ en 2015 contre un déficit de -231 millions d'euros en 2014. Au chapitre des exportations, l'on constate une nette accélération des exportations françaises vers la Tunisie (+7%), une baisse importante vers la Mauritanie (-14%), une stagnation vers le Maroc (0%), et enfin une résistance vers l'Algérie (+1%). Au chapitre des produits exportés une fois encore les produits agricoles et agroalimentaires, les préparations pharmaceutiques et les matériels de transport et d'équipement occupent le devant de la scène.

### LES AUTRES PAYS ARABES

Avec les autres pays de la région, dont plusieurs pays sont en guerre ou en situation sécuritaire difficile, comme la Syrie, la Libye, le Yémen ou l'Irak, les échanges de la France ont enregistré 5,6 Md€ en 2015 contre 5,8 Md€ en 2014 soit une baisse de -2%. Les exportations ont atteint 4,2 Md€ en 2015 contre 3,9 Md€ en 2014 soit une accélération de +8% alors que les importations ont baissé de -23% enregistrant 1,4 Md€ en 2015 contre 1,9 en 2014.

Au total les échanges avec ce groupe de pays enregistrent un solde positif pour la France de 2,7 Md€ en 2015 contre 1,7 Md€ une année auparavant.

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

## La plus faible croissance du commerce international depuis la crise financière Le volume des échanges des marchandises devrait croître de 1,7% en 2016



**Roberto Azevêdo :**  
*Nous devons faire en sorte que cette baisse ne se traduise pas par des politiques inconsidérées qui risqueraient d'aggraver encore plus la situation, non seulement sous l'angle du commerce mais aussi dans la perspective de la création d'emplois, de la croissance économique et du développement*

Après le FMI, la Banque mondiale ou encore l'OCDE, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) lance à son tour une alerte sur le recul des échanges mondiaux. Il serait pour la première fois en dessous de la croissance mondiale et devrait atteindre à la fin de cette année 1,7% seulement. La tendance pour l'année prochaine n'est guère réjouissante puisque l'OMC annonce une progression entre 1,8 et 3,1% en fonction de certains paramètres économiques comme la volatilité financière due aux changements touchant la politique monétaire des pays développés, la possibilité que le discours grandissant à l'encontre du commerce se reflète de plus en plus dans la politique commerciale et les effets potentiels du vote sur le Brexit au Royaume-Uni, qui a accru l'incertitude quant aux futurs arrangements commerciaux en Europe, région où la croissance du commerce a été relativement forte.

Historiquement, le commerce international a toujours augmenté 1,5 fois plus vite que le PIB, même parfois un peu plus comme durant les années 1990. Cependant, l'on constate ces dernières années un rapprochement entre les taux de croissance de l'économie mondiale et celui du commerce international. Une croissance forte du commerce international est le signe d'une croissance économique forte, dans la mesure où le commerce a été pour les économies en développement et émergentes un moyen de croître rapidement, et qu'une forte croissance des importations a été associée à une croissance plus rapide dans les pays développés.

Partant de là, la contraction du commerce international est le résultat d'un ralentissement de la croissance du PIB dans les économies en développement telles que la Chine et

le Brésil, mais aussi dans les pays développés. Ainsi la demande d'importations des économies en développement a chuté de 3,2% au premier trimestre, avant de se redresser partiellement à 1,5% au deuxième trimestre. Dans le même temps, les économies développées ont enregistré une croissance positive de 0,8% de leurs importations au premier trimestre et une croissance négative de -0,8% au deuxième trimestre. Ce qui fait que le commerce mondial est resté globalement stationnaire, la moyenne des exportations et des importations au premier et deuxième trimestre ayant baissé de 0,3% par rapport à l'an dernier.

Un certain nombre de raisons ont été avancées pour expliquer la baisse du ratio croissance du commerce/croissance du PIB au cours des dernières années, notamment l'évolution de la part des importations dans la demande, l'absence de libéralisation du commerce, le protectionnisme rampant, une contraction des chaînes de valeur mondiales (CVM) et peut-être le rôle croissant de l'économie numérique et du commerce électronique. En fait, ces facteurs se sont probablement tous conjugués mais, quelle que soit la cause, la faiblesse de la croissance commerciale et économique que l'on observe ces derniers temps donne à penser qu'une meilleure compréhension de l'évolution des relations économiques mondiales est nécessaire.

C'est dans ce sens que le directeur général de l'OMC Roberto Azevêdo a lancé un appel à tous les pays pour faire en sorte que cette baisse « ne se traduise pas par des politiques inconsidérées qui risqueraient d'aggraver encore plus la situation, non seulement sous l'angle du commerce mais aussi dans la perspective de la création d'emplois, de la croissance économique et du développement lesquels sont si étroitement liés à un système d'échanges ouvert ».

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf Franco-Arabe.org](http://www.ccf Franco-Arabe.org)

►► COOPERATION

## Les vœux de Jean-Marc Ayrault, au nouveau gouvernement tunisien



M. Jean-Marc Ayrault, ministre français des Affaires étrangères, a présenté les félicitations de la France à Youssef Chahed, le plus jeune premier ministre de l'histoire de la Tunisie, et aux membres de son gouvernement composé de 26 ministres et 14 secrétaires d'Etats. « J'adresse toutes mes félicitations à Youssef Chahed et à son gouvernement, qui ont obtenu la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple tunisien. Je leur souhaite plein succès. La Tunisie continue à faire la preuve de la vitalité de sa démocratie, mais doit faire face à

de nombreux défis sécuritaires et économiques. La France l'assure de son soutien sans faille. La France est pleinement mobilisée aux côtés de la Tunisie et compte renforcer le partenariat bilatéral et approfondir encore les liens qui unissent nos deux pays et nos peuples. Alors que le nouveau gouvernement a clairement fait de la relance de l'économie sa priorité, la France souhaite l'entière réussite de la conférence internationale des bailleurs et des investisseurs « Tunisia 2020 », qui se tiendra à Tunis fin novembre » a ainsi déclaré Jean-Marc Ayrault.

Rajeuni et féminisé, le nouveau cabinet devra s'atteler en urgence aux nombreux défis économiques, sociaux et sécuritaires du pays de la révolution de jasmin. Secoué par plusieurs attentats mais aussi par de nombreuses grèves dans le secteur minier la Tunisie ne parvient pas à faire redémarrer son économie. Les IDE qui représentaient 3,5 Mds de dinars (1,41 Md€ en 2010) sont tombés à 2 Mds (810 M€) de dinars en 2015. Le déficit budgétaire devrait atteindre 3,9% du PIB en 2016 selon la loi de Finances 2016 et la dette publique 53,2% du PIB

FOCUS

### JEAN-JACQUES GAUTHIER nouveau directeur général de Lafarge Algérie

«Jean-Jacques Gauthier a été nommé Directeur Général de Lafarge Algérie, à compter du 1er septembre 2016, en remplacement d'Eric Meuriot qui a fait valoir ses droits à la retraite» a annoncé, la direction des affaires publiques de Lafarge Algérie par le biais d'un communiqué. Diplômé en sciences économiques et en droit des affaires, le nouveau patron du groupe Lafarge en Algérie, a passé 15 années dans le Groupe Matra, devenu aujourd'hui Airbus. «Il y a exercé diverses fonctions de responsabilité en France et aux États-Unis, notamment celle de directeur financier et membre du comité exécutif de la branche spatiale / Astrium. Il a rejoint le Groupe Lafarge en 2001 et y a occupé des fonctions stratégiques, notamment celle de directeur financier Groupe et membre du Comité Exécutif de 2001 à 2015, puis après la finalisation de la fusion entre Lafarge et Holcim en juillet 2015, celle de directeur de l'Intégration, de l'Organisation et des Ressources Humaines, membre du Comité Exécutif du Groupe LafargeHolcim.»

### EMIRATS ARABES UNIS

**Technip : un nouveau contrat à Dubaï.** Technip, le spécialiste français des services au secteur pétrolier, a annoncé avoir remporté un contrat auprès de la compagnie pétrolière publique Emirates National Oil Company, ou ENOC, pour la conception et la construction de nouvelles installations dans le cadre du projet d'extension de la raffinerie de Jebel Ali, à Dubaï. Ce nouveau projet augmentera de 50% la capacité de la raffinerie, est estimée à 1 milliard de dollars américains, a précisé Technip dans un communiqué. La production commerciale est prévue pour le quatrième trimestre 2019. Le centre opérationnel du groupe à Rome en Italie sera en charge du projet, a expliqué Technip.

trie-Algérie installée dans l'usine de Cital à Annaba compte recruter et former près de 30 nouveaux câbleurs et techniciens de contrôle. Le premier contrat de près de 100 millions de dinars avait été signé en mars dernier pour la fourniture d'équipements câblés pour les tramways Citadis qui doivent équiper les villes de Sidi Bel Abbas et Ouargla. Pour honorer les termes de ce nouveau contrat dont l'exécution effective est prévue avant la fin de l'année 2016, Hiolles industrie a investi dans un banc test ultra moderne pouvant tester en continuité et en diélectrique plus de 2000 points de connexion

### ALGÉRIE

**Hiolle industrie : un deuxième contrat avec Cital en Algérie.** CITAL et Hiolle industrie-Algérie (une Joint Venture entre HIOLLE, Arilec et SOMAFE) ont signé un nouveau contrat pour la fourniture d'armoires électriques et coffres équipés pour les tramways de Mostaganem. Le montant de cette commande s'élève à 280 millions de dinars. Pour honorer ce nouvel accord, Hiolle indus-

### EGYPTE

**Quatre Falcon 7X à l'Egypte.** C'est une bonne nouvelle pour Dassault Aviation. L'avionneur tricolore qui a déjà vendu 24 Rafale à l'Égypte en février 2015, a signé un contrat portant sur la vente de quatre Falcon 7X à l'Égypte pour remplacer son actuelle flotte à usages gouvernementaux composée d'avions américains. Confronté aux difficultés du marché des avions d'affaires en raison du retard de deux ans dans le développement du moteur Silercrest de Safan Aircraft Engine, Dassault a enregistré au premier semestre de cette année 22 commandes de Falcon et compte réduire ses livraisons de Falcon de 60 à 50 appareils d'ici à la fin de l'année.

## MAROC

**Tanger récupère la production de La logan Break produite actuellement en Roumanie.** L'usine Renault à Tanger poursuit sa montée en puissance. Une production record est prévue cette année et le transfert de la production de la Logan Break, produite actuellement en Roumanie, viendra booster un peu plus encore la production du site à Melhousse. En effet Renault a embauché 600 personnes et investi plus de 20 millions d'euros pour suivre l'augmentation de rythme de la production en 2017 et qui devrait dépasser les 300.000 dont 95% sont destinées à l'export. Le site de Tanger produit actuellement la Sandero, la Dokker et la Lodgy. En 2015, Renault a fabriqué 288 053 véhicules dans ses usines au Maroc, soit un bond de 26%, par rapport à 2014. 229 025 ont été fabriquées dans l'usine de Tanger et 59 028 dans le site Somaca de Casablanca. Le groupe Renault a signé le 8 avril dernier avec le gouvernement marocain une convention cadre relative à son implantation dans le royaume. Celle-ci prévoit notamment que le groupe français triple ses achats de composants au Maroc d'ici à 2023 et suscite, par le biais de ses fournisseurs, plus de 900 millions d'euros d'investissements industriels.

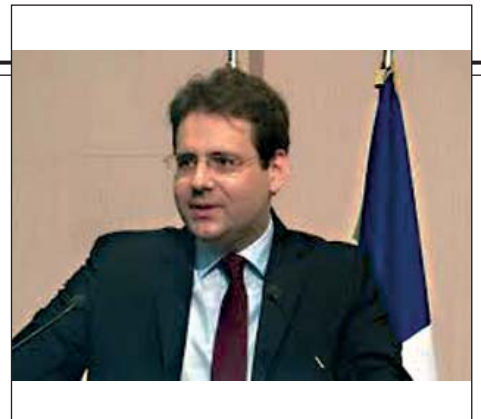
## COP22 AU MAROC

**Des véhicules électriques pour les participants à la conférence sur le climat de Marrakech.** Une première au Maroc. Un consortium composé de Renault-Nissan, Schneider Electric, M2M, Derichebourg avec le concours des autorités publiques, s'apprête à lancer son plan d'action pour développer un

véhicule électrique dans le royaume. Une première démonstration à Marrakech pourrait avoir lieu à l'occasion de la COP22 en novembre prochain. En effet l'usine Renault à Tanger devrait fournir une flotte de véhicules électriques qui assureront les déplacements des participants à la conférence sur le climat de Marrakech. Des Twizy, Kangoo, Zoé, Leaf et autres Evalia seraient ainsi mis à contribution. L'écosystème mis en place bénéficiera de l'expérience de Schneider Electric le spécialiste mondial de la gestion de l'énergie et des automatismes. L'entreprise marocaine M2M Group, fournisseur de solutions de gestion de la transaction électronique sécurisée met à contribution son expertise en matière de paiement électronique, par carte notamment, et réseau de proximité. L'entreprise Derichebourg pourrait quant à elle gérer les bornes. Le marché du véhicule électrique est aujourd'hui quasiment inexistant au Maroc, un pays qui, tout type de véhicules légers confondus, a connu au total 130000 immatriculations en 2015.

## ARABIE SAOUDITE

**Thales : un contrat de maintenance en Arabie Saoudite.** Thales a remporté le contrat de maintenance de la ligne North South Railway en Arabie Saoudite. Cette ligne de 2.400 km qui assure le transport de marchandises et de voyageurs, est le plus grand chantier de construction ferroviaire au monde et la plus longue ligne équipée du système de signalisation européen (ETCS niveau 2). La ligne North South Railway comprend la



## Matthias Fekl en visite officielle au Qatar

Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger, s'est rendu au Qatar le 5 septembre dernier. Accompagné d'une vingtaine d'entreprises, l'objectif de cette visite était de soutenir l'offre française notamment dans le cadre de la préparation de la coupe du monde de football en 2022. Durant sa visite, le secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger s'est entretenu avec les ministres des finances, des transports ainsi que des municipalités et de l'environnement. Il a rencontré également le secrétaire général du comité d'organisation de la coupe du monde. A cette occasion, l'ensemble des sujets liés à la présence économique française dans l'émirat ont été évoqués avec les autorités qatariennes, notamment la responsabilité sociale et environnementale des entreprises et groupes français présents dans le pays. En 2015, les exportations françaises vers l'émirat ont enregistré une très forte progression de 88,7% par rapport à la même période en 2014, pour s'élever à 2,7 milliards d'euros. Plus de 8 milliards d'euros de contrats civils et militaires ont été conclus par des entreprises françaises au Qatar.

Durant sa visite, Matthias Fekl, a annoncé que les investissements publics et privés du Qatar en France ont atteint 22 milliards d'euros. « La France est actuellement la deuxième plus grande destination des flux d'investissements en provenance du Qatar ». « Plus de 20.000 entreprises étrangères opèrent actuellement en France. Nous avons une économie diversifiée avec un secteur high-tech fort et une économie numérique en développement très rapide. Le gouvernement français a lancé des programmes de réformes audacieuses pour faire face aux grands défis de l'économie française », a déclaré M. Fekl.

Visitez le site  
de la Chambre  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf Franco-Arabe.org](http://www.ccf Franco-Arabe.org)

construction d'une voie unique de 2.400 km, de voies d'évitement, de garage, de dépôts, de gares et d'installations administratives permettant de relier la capitale Riyad et Al Haditha au nord-ouest du pays, à proximité de la frontière jordanienne. La ligne de marchandises, longue de 1.486 km reliant Al Jalamid (mines de phosphate) à Az Zabirah (mines de bauxite) est déjà opérationnelle depuis novembre 2015. La ligne de voyageurs de 1.418 km reliant Riyad à Al Haditha sera quant à elle opérationnelle fin 2016.

Banque centrale d'Égypte avait annoncé le lancement d'un programme de quatre ans pour accroître le financement des PME égyptiennes à l'échelle nationale. Rappelons que la BEI avait accordé à l'Égypte en décembre 2015 de prêt de 600 millions \$ pour le financement d'une nouvelle centrale électrique à Beheira.

## LIBAN

**Transénergie : une plateforme pédagogique dédiée à l'énergie solaire à Beyrouth**  
Une plateforme pédagogique dédiée à l'énergie solaire a été inaugurée dans les locaux du centre de recherche industrielle (IRI) dans la capitale libanaise Beyrouth. « Conçue pour former des ingénieurs et techniciens à la technologie photovoltaïque sur différents types d'installations », cette plateforme est mise en œuvre par le bureau d'études français Transénergie. Soutenu par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), ce projet est financé à 50 % par le gouvernement français, a indiqué l'ambassadeur de France au Liban, Emmanuel Bonne, via « un don de 210 000 euros ». Le reste est financé par le Centre libanais pour la conservation de l'énergie et l'IRI.

## EGYPTE

**575 millions € de la BEI à l'Égypte pour soutenir les PME et financer l'achat de 13 rames de métro**

Selon le ministère égyptien de la coopération internationale, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) devrait accorder 575 millions € à l'Égypte pour financer divers projets dans le pays. Les termes de l'accord qui doit être signé au cours du mois d'octobre porte sur l'octroi par la BEI de 500 millions € pour soutenir les PME en Égypte, 75 millions € en vue de financer l'achat de 13 rames pour la nouvelle ligne de métro du Caire. Cet appui financier pour soutenir les PME égyptiennes va contribuer à la mise en œuvre d'un des objectifs stratégiques du gouvernement égyptien le soutien au PME pour stimuler l'économie et créer des emplois. En janvier dernier, la

## FOCUS

### LIBAN

#### **BIPFRANCE, L'AFD ET FRANSABANK RENFORCENT LEURS SOUTIENS AUX PME**

*Rémy Rioux, Directeur général de l'AFD, Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance, Adel Kassar, Vice-Président Directeur général de Fransabank SAL (Liban) et Grégory Clemente, Directeur général de Proparco (filiale du secteur privé de l'AFD), ont signé un accord de coopération pour soutenir le développement à l'international de leurs entreprises clientes. Le partenariat prévoit un dialogue régulier entre Fransabank, Bpifrance et le groupe AFD sur les opportunités d'affaires de leurs clients dans l'objectif de faciliter et d'accélérer leur développement international et les implantations transnationales. Le groupe AFD pourra faciliter le montage des financements d'entreprises dans les pays également couverts par ses partenaires soit en prenant part à ceux-ci, soit en apportant sa garantie. De son côté Fransabank investira dans le fonds de fonds Averroès Finance III, qui cible notamment des fonds de capital investissement du continent africain, ainsi que de certains pays du pourtour Méditerranéen.*

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

## Juncker : un nouveau plan d'investissement pour l'Afrique et le Moyen-Orient

Lors de son discours-programme annuel sur l'état de l'Union devant le Parlement européen à Strasbourg, au début du mois de septembre, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a proposé un nouveau plan d'investissement destiné à l'Afrique et au Moyen-Orient afin d'offrir plus de perspectives localement et de limiter l'émigration économique vers l'UE. Le nouveau plan propose de lever 44 milliards d'euros et même 88 milliards d'euros si les États membres y contribuent pour « créer les conditions qui permettront aux Européens de développer leurs activités et de s'implanter dans de nouveaux pays tout en offrant un appui aux économies et aux sociétés de nos partenaires ainsi qu'à nos objectifs stratégiques de politique étrangère, de la sécurité au développement international », a ainsi déclaré le président de la commission européenne.

Ce plan extérieur va recevoir 3,35 milliards d'euros (3,76 milliards de dollars) du budget de l'UE et du Fonds européen de développement. La BEI y jouera aussi un rôle central : elle pourra prêter jusqu'à 32,3 milliards d'euros (36,3 milliards de dollars) au titre de la garantie de l'Union entre 2014 et 2020, selon la Commission. L'idée de ce plan pour l'Afrique avait déjà été évoquée en juin par la Commission européenne. Il s'agit aussi d'obtenir des pays africains, comme cela a été fait avec la Turquie, qu'ils luttent davantage contre les passeurs et acceptent beaucoup plus de « réadmissions » de leurs ressortissants.



**UN CYCLE DE FORMATION À LA CCFA LES 3-10-17 NOVEMBRE 2016**

**POUR LES EXPATRIÉS ET LE PERSONNEL EN CHARGE DES RELATIONS AVEC LE MONDE ARABE**

**Pour plus d'informations : contactez : Mme Fahed au 01 45 53 99 66 – mail : [fahed@ccfranco-arabe.org](mailto:fahed@ccfranco-arabe.org)  
ou M. Héland au 01 45 53 99 65 – mail – [helard.eric@ccfranco-arabe.org](mailto:helard.eric@ccfranco-arabe.org)**

▶▶ PETROLE & ENERGIE

## Opep : accord surprise à la réunion d'Alger



réunion d'ailleurs, un comité sera mis en place pour déterminer les niveaux de production applicables à chacun des pays et le cartel pourrait inviter des pays non membres comme la Russie à participer aux efforts de rééquilibrage du marché.

Cela dit, la veille de cette réunion, rien ne semblait indiquer qu'un tel accord serait possible, puisque l'Arabie saoudite et l'Iran défendaient deux positions diamétralement opposées.

L'Arabie Saoudite conditionnait le plafonnement de sa production à 10,2 millions de bp/j à un geste similaire de l'Iran qui de son côté ne voulait pas entendre parler de gel de sa production avant d'avoir retrouvé son niveau de production d'avant les sanctions, soit 4 millions de barils/jour. La réunion d'Alger s'est déroulée dans « une atmosphère très positive, reflétant la forte cohérence de l'Opep », a souligné Mohamed Saleh Al-Sada, ce qui a permis de trouver cet accord souhaité par tout le monde.

Les observateurs restent toutefois prudents. Les uns veulent connaître les détails de l'accord avant de se prononcer sur son efficacité et les autres estiment qu'un tel accord ne change rien aux fondamentaux du marché car l'offre reste très abondante sur le marché. Pour Goldman Sachs cet accord devrait faire remonter les prix de 7 à 10 dollars le baril en 2017 mais à long terme il pourrait être contre productif car il relancerait la reprise des forages dans les puits de pétrole de schiste à travers le monde.

Après six heures de discussion, les pays membres de l'Opep réunis dans la capitale algérienne le mercredi 27 septembre ont trouvé un accord pour geler la production pour soutenir les prix, affaiblis depuis la mi-2014. Cette réunion qualifiée d'historique par le ministre qatari de l'Énergie et président de la réunion, Mohamed Saleh Al-Sada a permis aux pays producteurs de 40% de pétrole dans le monde de réduire d'environ 750.000 barils de moins par jour, passant de 33.24 à 32.5 millions de barils par jour.

Cet accord a été bien accueilli par les marchés qui clôturèrent leurs cotations en hausse, le WTI a gagné 2,38 dollars au New York Mercantile Exchange (Nymex), et le Brent a progressé, de 2,72 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE). Il faudra toutefois attendre le 30 novembre, lors du sommet de l'Opep à Vienne, estiment les experts, pour connaître les modalités de mise en œuvre de cet accord. A cette

FOCUS

### PAYS HORS OPEP LA PRODUCTION RESISTE

*La production d'or noir des pays n'appartenant pas à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) devrait décliner moins fortement qu'anticipé en 2016 et 2017. Les pays tiers devraient produire 56,32 millions de barils par jour (mbj) cette année, soit 610.000 bj de moins sur un an, selon l'Opep. C'est moins que la contraction qui était encore anticipée en août (-790.000 bj) et même en juillet (-880.000 bj), en raison « d'un déclin moins fort que prévu dans le pétrole de schiste américain et une performance meilleure qu'attendu en Norvège, ainsi qu'au démarrage anticipé de Kashagan, au Kazakhstan ». Au mois d'août la production mondiale de pétrole s'est élevée à 95,65 mbj et la demande mondiale a été révisée en légère hausse à 94,27 mbj en 2016 et à 95,42 mbj l'an prochain*

### L'Algérie va ratifier l'accord de la COP21

En déplacement dans la capitale algérienne, Mme Ségolène Royal, ministre française de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des Relations internationales sur le climat, a été reçue le 27 septembre dernier par le Premier ministre algérien. Lors de son entretien avec M. Abdelmalek Sellal, Mme Royal a salué la contribution de l'Algérie dans la réflexion menée sur la transition énergétique. « Nous avons parlé de la Conférence de Paris sur le climat et j'ai remercié le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, de l'engagement de l'Algérie pour sa contribution dans la réflexion concernant la transition énergétique. » Mme Royal a ajouté que M. Sellal lui avait assuré que l'Algérie allait ratifier l'accord « très prochainement ». Par ailleurs Mme Royal a réclamé un soutien financier international à l'Algérie pour l'aider dans ses efforts de réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 7%, à l'horizon 2030.

### 20% de Gas Natural vendu au fonds GIP

Repsol et Criteria Caixa, la holding propriétaire de Caixa Bank, ont convenu de vendre chacun une participation de 10% de Gas Natural au fonds d'investissement américain Global Infrastructure Partners (GIP). GIP versera 19 euros par action pour cette participation combinée de 20%, au-dessus du cours de clôture de Gas Natural de lundi de 18,51 euros, ont précisé le pétrolier et la holding espagnol. L'opération représente un montant de 3,8 milliards d'euros.

## Sonatrach : des exportations en hausse de 8% à fin août 2016



La performance des raffineries a permis à Sonatrach d'exporter plus de produits raffinés sur les 8 premiers mois de l'année 2016 et de dégager une croissance de 2% par rapport à la même période de l'année 2015.

Concernant les exportations de gaz par gazoducs, Sonatrach a enregistré une augmentation de 43% par rapport à fin août 2015 et un dépassement de 12% de l'objectif qu'elle s'était fixé au 31 août 2016. A noter qu'une bonne partie de cette performance a eu lieu sur les trois premiers mois de l'année qui sont généralement cruciaux pour ses clients à l'exportation. La reprise des exportations de gaz par gazoducs confirme le repositionnement de Sonatrach sur le marché européen.

Dans le secteur du raffinage, à fin août 2016, les raffineries ont traité 19,9 Millions de Tonnes de pétrole brut et de condensat, soit une hausse de 7% (+1,26 Million de Tonnes) par rapport à la même période de 2015. En termes de coût d'importation des carburants, Sonatrach a indiqué avoir enregistré une économie de l'ordre de 710 Millions de dollars, soit - 43% par rapport aux réalisations à fin août 2015 et ce, en raison de la réduction des quantités importées.

Dans un communiqué publié au début du mois de septembre par la Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation, et la Commercialisation des Hydrocarbures en Algérie, Sonatrach, a indiqué qu'elle a exporté tous produits confondus 71,5 Millions de TEP à fin août 2016 contre 65,4 Millions de TEP sur la même période de l'année 2015, soit une augmentation de +8%.

Les exportations de pétrole brut ont reculé de 8% par rapport à fin août 2015 suite au traitement de quantités plus importantes de pétrole brut au niveau des raffineries du nord.

### FOCUS

#### FEU VERT AU PROJET HINKLEY POINT D'EDF

*Theresa May, la locataire du 10 Downing Street, a donné son feu vert à la construction au sud-est de l'Angleterre de deux réacteurs nucléaires EPR par le groupe public français. Un projet à 21 milliards d'euros, dont un tiers sera financé par le groupe public chinois CGN. L'officialisation de cette décision est assortie de plusieurs conditions supplémentaires qui concerneraient l'amélioration de la sécurité du site et l'assurance que Hinkley ne changera pas de mains sans l'accord du gouvernement britannique. Le groupe EDF devra ainsi rester actionnaire du projet pendant toute la durée de la construction. Les deux réacteurs permettront à EDF de consolider leurs compétences dans l'atome civil. Et si tout va bien, ils représenteront 9% de rentabilité et 3 milliards d'euros d'ebitda par an pour le groupe français avec à la clé la création de plusieurs centaines d'emplois en France.*

#### L'éolien : 2000 emplois en France en 2015

Le développement de l'éolien en France s'est traduit l'an dernier par la création de 1.950 emplois, selon l'Observatoire de l'éolien publié par France énergie éolienne (FEE). Les emplois ont progressé de 15,4% en 2015 par rapport à 2014, et de plus de 33% depuis 2013, la filière emploie directement 14.470 personnes dans 790 entreprises, selon FEE. L'an dernier, la France a dépassé le cap des 10.000 mégawatts (MW) installés sur le territoire, qui couvrent un peu moins de 5% de la consommation électrique dans l'Hexagone. La France reste encore en dessous du rythme de croissance nécessaire pour atteindre les objectifs fixés en matière de développement de l'éolien d'ici 2020. Engie et EDF continuent de dominer le marché, avec respectivement 1.225 et 1.040 MW à la mi-2016, devant le producteur indépendant Wind Prospect et ses 512 MW installés, selon les données de FEE.



#### Total se renforce dans le gaz de schiste



Total a annoncé qu'il allait débours 558 millions de dollars pour acquérir les 75% de parts détenus par la société américaine Chesapeake dans leur co-entreprise exploitant du gaz de schiste de la formation du Barnett, au Texas. Total possédait déjà 25% de cette société depuis 2009. Les actifs concernés par cette transaction comprennent des droits miniers et d'exploitation sur une surface d'environ 870 kilomètres carrés, des puits, des installations et des bâtiments, détaille le groupe dans un communiqué en soulignant que la production représente environ 65.000 barils équivalent pétrole par jour en 2016. L'opération reste soumise à un certain nombre de conditions et devrait avoir lieu au cours du quatrième trimestre.

▶ MONDE ARABE

## Tunisie : un nouveau Code de l'investissement



*Le Parlement tunisien, a voté le 17 septembre dernier par 114 voix pour, quatre contre et six abstentions, en faveur du nouveau Code de l'investissement qui entrera en vigueur au 1er janvier 2017. Le précédent code, dénommé Code d'incitation aux investissements, qui datait de 1993 a bien montré ses limites. En plus de son coût pour le budget de l'Etat, de son faible impact sur l'emploi, ses procédures complex et l'exclusion de plusieurs secteur de l'économie, 10% des sociétés seulement s'accaparaient de 90% de ses avantages fiscaux.*

Le nouveau Code de l'investissement instaure un taux d'imposition unique de 15% pour les entreprises implantées en Tunisie, 10% pour les entreprises artisanales, agricoles, de pêche ou d'armement de bateau de pêche ainsi qu'exportatrices, et 35% pour les entreprises travaillant dans les secteurs des télécommunications, financier et hydrocarbures.

Le taux de 15% pour les entreprises implantées en Tunisie s'avère plus compétitif par rapport aux pays voisins sur le pourtour méditerranéen tels que l'Égypte, le Maroc et la Turquie tous au-dessus de 20%. Par ailleurs, les entreprises étrangères s'acquittant de l'Impôt sur les sociétés pourront désormais vendre leurs produits en Tunisie.

Le nouveau Code abandonne les avantages fiscaux sauf ceux qui concernent le réinvestissement pour les entreprises soumises à un taux d'imposition de 35%. Parallèlement, le Code allège fortement le régime des autorisations préalables à tout investissement étranger. Sur les 300 activités qui étaient soumises avant à des autorisations préalables le nouveau code n'en garde que quarante neuf principalement dans le secteur du transport. Par ailleurs le

Code d'investissement va permettre plus de souplesse pour les transferts de fonds de la Tunisie vers l'étranger. En outre il crée une franchise de l'impôt sur les bénéfices pendant dix ans pour les grands projets, et les régions à l'intérieur du pays qui sont restées longtemps sacrifiées au bénéfice de la côte et du développement du tourisme seront avantagées par le nouveau code. Enfin le nouveau code prévoit également la création d'un Conseil supérieur de l'investissement. Cette haute autorité traitera directement avec les investisseurs étrangers pour les aider dans les procédures administratives. Il créera donc les conditions d'un bon climat d'affaires

Rappelons que le pays de la révolution de jassin organise les 29 et 30 novembre prochain une « conférence internationale d'appui au développement économique, social, et durable de la Tunisie ». Plus d'un millier d'entreprises tunisiennes et internationales seront présentes à cette conférence qui aura pour mission de « restaurer l'image » de la Tunisie et de « rétablir un climat d'affaires favorable », selon M. Mourad Fradi, co-commissaire général de la conférence.

FOCUS



**M. KABARITI, MEMBRE  
DU NOUVEAU SÉNAT  
JORDANIEN**

*Par décret royal, sa majesté le roi Abdallah II, roi de la Jordanie, a nommé M. Naël Kabariti, Président de l'Union des Chambres de commerce arabes et Président de la Chambre de commerce de la Jordanie, membre du nouveau Sénat jordanien. La Chambre de commerce Franco-Arabe adresse à M. Kabariti ses plus chaleureuses félicitations et lui souhaite le plus grand succès à ce nouveau poste.*

## L'Égypte aura besoin de 21 Mds de dollars au cours des 3 prochaines années

Selon le ministre égyptien des Finances, le pays aura besoin de 21 milliards de dollars au cours des trois prochaines années pour remettre son économie à flot. Pour collecter ces fonds l'Égypte a conclu un accord avec la Banque mondiale qui lui permet de bénéficier d'un prêt de 3 Mds de dollars à un taux d'intérêt de 1,2 % assorti d'une période de grâce de cinq ans pour des modalités de remboursement sur 35 ans. De son côté la Banque africaine de développement (BAD) fournira 1,5 Md de dollars. Le « gros » du morceau viendra toutefois du Fonds monétaire international qui a annoncé qu'il allait octroyer à l'Égypte un prêt de 12 milliards de dollars sur trois ans en contrepartie de l'adoption d'une série de réformes qui impliquerait une introduction de la TVA, la flexibilité du taux de change, la modération des rémunérations dans la fonction publique, et la suppression d'un certain nombre de subventions à la consommation et l'énergie. Pour le reste l'Égypte fera appel aux marchés.

## Égypte : une campagne internationale pour la promotion du tourisme



Depuis le début de l'année, 3,5 millions de touristes seulement se sont rendus au pays des pharaons; ils étaient 14,7 millions en 2010, année record qui a précédé les printemps arabes.

Pour tenter de relancer ce secteur important de l'économie égyptienne, le pays va dépenser 63 millions d'euros sur trois ans pour promouvoir ce secteur qui souffre. « Si les voyants sont plutôt au vert dans la région arabe, l'Amérique du Nord ou encore l'Asie, ils sont au rouge en Europe, explique le ministre du Tourisme égyptien, Yehia Rashed. « L'Europe est notre plus grand marché, et l'objectif de 11 millions de touristes que nous avions espéré ne sera pas pour cette année » a ainsi déclaré le ministre du Tourisme égyptien qui ajoute « las, l'attentat en novembre dernier contre un vol russe de la

compagnie Metrojet a stoppé net l'activité touristique. Les conséquences ont essentiellement été ressenties lors du premier trimestre 2016 avec une chute de 75% de la fréquentation. Celle-ci a entraîné entre janvier et août une baisse de 45%.

En moins de dix ans, les Français ont déserté le pays. Alors qu'ils étaient près de 600.000 à privilégier l'Égypte en première destination pour leurs vacances, 68.000 seulement se sont rendus en Égypte entre janvier et août de cette année. Le crash du vol EgyptAir en mai dernier a, une nouvelle fois, dissuadé les touristes français de venir. Pour tenter de freiner cette désertion, l'Égypte va accentuer ses efforts promotionnels dans l'Hexagone et améliorer les dessertes avec, par exemple, des vols vers Louxor, ou d'autres lieux touristiques, depuis des aéroports de province. Pour bien accueillir les compagnies aériennes, les taxes d'aéroport pourraient être baissées ou provisoirement supprimées. « Nous avons par ailleurs repris contact avec la compagnie Transavia qui visiblement aimerait revenir en Égypte » indique le ministère du Tourisme. La clientèle hexagonale est particulièrement appréciée en Égypte. « Les Français dépensent plus que les Russes par exemple, entre 75 et 80 dollars par nuit, ils voyagent plus longtemps, restent 7 à 8 jours ». Autre avantage: ils ne fréquentent pas seulement les stations balnéaires, mais se déplacent volontiers dans le pays.

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf Franco-arabe.org](http://www.ccf Franco-arabe.org)

### EMIRATS ARABES UNIS

#### UNE LOI SUR LES FAILLITES

Dans le but de renforcer la confiance des investisseurs et des milieux d'affaires, le gouvernement fédéral des Émirats arabes unis a adopté une loi sur les faillites. « Cette loi va consolider le système financier, économique et juridique des Émirats », souligne le ministre des Finances, cheikh Hamdane ben Rached al-Maktoum, qui ajoute « cette législation met en place une réglementation moderne sur le rééchelonnement de dettes, les restructurations et les procédures de liquidation des sociétés ». Les firmes et les individus seront capables de rééchelonner leurs dettes en évitant les liquidations », a-t-il ajouté.

Cette loi mettra notamment fin aux procédures judiciaires expéditives pratiquées jusqu'ici selon le quotidien émirien The National. « La loi va aider à attirer des investisseurs étrangers et renforcer leur confiance dans l'environnement économique avec des législations flexibles destinées à protéger leurs investissements et à faciliter leurs activités », a souligné le ministre des Finances.

### ALGÉRIE

#### LE PIB ALGÉRIEN DEVRAIT ATTEINDRE 17.677 MD DA À FIN 2016

Selon le Premier ministre algérien, Abdelmalek Sellal le Produit intérieur brut (PIB) algérien devrait suivre sa croissance pour passer à 17.677 milliards DA à fin 2016 au lieu de 16.700 milliards DA en 2015 alors que les réserves de change ne baisseront pas sous la barre des 100 milliards de dollars en 2019. « Certains croient que l'économie algérienne connaîtra des difficultés durant les prochaines années, mais nous avons étudié la situation jusqu'à 2019, les réserves de change algériennes ne baisseront pas sous le seuil des 100 milliards de dollars », a-t-il assuré. Par ailleurs M. Sellal a indiqué que le taux d'inflation était « stable », se situant entre 4 et 5%, mais que le plus important est que le taux de croissance demeure positif, précisant que celui-ci devrait atteindre 3,5% à la fin de l'année en cours et évoluer autour de 3,9% en 2017. Pour M. Sellal, réussir « la mue économique de l'Algérie est vital, car même si les cours des matières premières augmentent, ils ne couvriront pas les besoins futurs de développement du pays ».

## Bank Al-Maghrib : 1,4% de croissance en 2016 et 4% en 2017 au Maroc



La banque centrale marocaine « Bank Al-Maghrib » a ajusté à la fin du mois de septembre ses prévisions de croissance de l'économie marocaine qui serait désormais à 1,4% pour l'ensemble de l'année 2016 avec une croissance du secteur non agricole de 2,9% et une contraction de 9% de la valeur ajoutée du secteur agricole. Pour 2017, la banque centrale marocaine prévoit une accélération de la croissance non agricole à 3,2% et sous l'hypothèse d'une campagne agricole normale et une participation de la valeur ajoutée de ce secteur à 10%, la croissance globale pourrait atteindre 4%. Quand à l'inflation, elle continue à évo-

luer, selon la banque centrale, à des niveaux modérés. Elle devrait s'établir à 1,6% pour l'ensemble de l'année en cours et évoluer autour de 1,2% en 2017. Concernant le marché du travail, la situation au deuxième trimestre 2016 a été marquée par une perte nette d'emplois de 26.000 postes avec une baisse de 175.000 emplois dans le secteur agricole et des hausses de 70.000 postes dans les services, 41.000 postes dans le BTP et de 38.000 postes dans l'Industrie et l'Artisanat. Par ailleurs, et en dépit de la baisse des ventes des phosphates, les exportations devraient progresser de 2,3% en 2016, et de 3,2% en 2017 sous l'effet de la poursuite du dynamisme de la construction automobile. En tenant compte de la poursuite de la dynamique des transferts des marocains résidents à l'étrangers (+4,6% en 2016 et +4,7% en 2017) et d'une légère amélioration des recettes voyages (+3,7% en 2016 et 2% en 2017.) le déficit du compte courant a été révisé par la banque centrale et devrait s'établir à 1,9% du PIB en 2016 et à 1,2% en 2017. Enfin les réserves nettes devraient assurer la couverture de 7 mois et 6 jours d'importations de biens et services à fin 2016, et de 7 mois et 20 jours à fin 2017.

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf Franco-arabe.org](http://www.ccf Franco-arabe.org)

### LIBAN

#### LA DETTE SOUVERAINE FIXÉE À « STABLE » CONTRE « NEGATIVE » AUPARAVANT

L'agence de notation financière Standard & Poor's (S&P) a relevé la note de la dette souveraine du Liban, désormais fixée à « stable » contre « négative » auparavant. La note de dette à long terme reste fixée à « B- » et celle pour les emprunts à court terme à « B », aussi bien pour les emprunts en monnaie locale qu'en devises étrangères. Par ailleurs S&P maintient à l'identique sa prévision d'une nouvelle décélération de la croissance des dépôts bancaires, à 4 % en 2016 ; contre 5 % en 2015 et 11,5 % en 2010. Toujours selon l'agence de notation américaine, le déficit des comptes courants du pays du cèdre devrait baisser à 14 % du PIB en moyenne entre 2016 et 2019 ; contre une moyenne de 23 % entre 2012 et 2015, cela principalement en raison d'une baisse de la valeur des importations liée à la faiblesse des prix du pétrole et de l'activité économique. Concernant la croissance de l'économie libanaise, S&P, estime la croissance à 2,3% entre 2016 et 2019 et besoins d'emprunt brut de l'État à 26 % du PIB pour l'année en cours.

### EGYPTE

#### POSSIBLE PRÊT DE 12 MDS DU FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) et le Caire ont annoncé au début du mois d'août avoir conclu une entente préliminaire pour un prêt de 12 milliards de dollars sur trois ans pour soutenir l'économie de l'Egypte en grande difficulté. Ce prêt, qui doit être avalisé par le Conseil d'administration du FMI devrait notamment permettre à l'Egypte de faire face à une chute importante de ses réserves en devises, à une forte dépréciation de sa monnaie et à une inflation record. Le Caire s'engage de son côté de suivre une politique budgétaire visant à placer la dette publique sur une trajectoire clairement décroissante vers des niveaux plus durables. Durant la période couverte par cet accord, le gouvernement s'engage à faire baisser la dette des administrations publiques de 98 % du PIB en 15-16 à environ 88 % du PIB en 2018-19. D'autres réformes visant à introduire une taxe sur la valeur ajoutée, à ramener l'inflation en dessous de 10 %, à « rationaliser » les subventions à l'énergie, à améliorer le climat des affaires ainsi que la transparence dans la gestion des finances publiques et de la fiscalité sont également prévues.

▶▶ FOIRES & SALONS

BATIMATEC 2016  
SIMA-SIPSA ALGERIE 2016  
SAUDI AGRI-CULTURE 2016  
SAUDI AGRO FOOD 2016  
SAUDI HOTEL TECHNOLOGY EXPO  
SAHARA  
BUILD EXPO CAIRO  
PAPER MIDDLE EAST

Visitez le site  
de la Chambre  
de commerce  
franco-arabe  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

**ALGERIE**

**ALGER INDUSTRIES 2016** : Salon professionnel international dédié à l'industrie, du 03 au 06 oct. 2016, Palais des Expositions d'Alger

**BATIMATEC 2016** : Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics, du 03 au 06 oct. 2016, Palais des Expositions d'Alger

**SIMA-SIPSA ALGÉRIE 2016** : Salon mondial des fournisseurs de l'agriculture, de l'élevage, de l'agro-alimentaire et de l'agroéquipement, du 04 au 07 oct. 2016, Palais des Expositions d'Alger

**ERA 2016** : Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable, du 24 au 26 oct. 2016, Le Méridien Oran Hotel & Convention Centre, Oran

**ARABIE SAOUDITE**

**SAUDI AGRICULTURE 2016** : Salon de l'agriculture, de l'irrigation et de l'agro-alimentaire, du 02 au 05 oct. 2016, Riyadh International Exhibition Centre

**SAUDI AGRO FOOD 2016** : Salon de l'agro-alimentaire et des équipements pour la restauration, du 02 au 05 oct. 2016, Riyadh International Exhibition Centre

**SAUDI HOTEL TECHNOLOGY EXPO** : Salon International des technologies, équipements et fournitures pour l'industrie de l'hôtellerie en Arabie Saoudite, du 09 au 11 oct. 2016, Riyadh International Exhibition Centre

**SAOGE** : Salon saoudien international du pétrole et du gaz, du 17 au 19 oct. 2016 ; Dhahran International Exhibition Centre

**SAUDI BUILD** : Salon international des technologies de construction et des matériaux du bâtiment, du 17 au 20 oct. 2016, Riyadh International Exhibition Centre

**TRANS MIDDLE EAST** : Trans Middle East est le grand salon de l'industrie portuaire, de la logistique et du transport naval au Moyen-Orient, du 26 au 27 oct. 2016, Jeddah

**EGYPTE**

**SAHARA** : Salon international de l'agriculture et de l'alimentation pour l'Afrique et le Moyen-Orient, du 24 au 27 sept. 2016, Cairo International Convention & Exhibition Centre

**BUILD EXPO CAIRO** : Salon international du bâtiment et de la construction, de l'équipement municipal et de la pierre naturelle, du 11 au 13 oct. 2016, Cairo International Convention & Exhibition Centre

**PAPER MIDDLE EAST** : Salon international du papier et du carton, du tissu en papier et

de l'emballage, du 20 au 22 oct. 2016, Cairo International Convention & Exhibition Centre

**TISSUE MIDDLE EAST** : Salon international des produits d'hygiène, du papier hygiénique et des industries transformation, du 20 au 22 oct. 2016, Cairo International Convention & Exhibition Centre

**HACE** : Salon international des fournitures et équipements pour l'hôtellerie, du 30 oct. au 02 nov. 2016, Cairo International Convention & Exhibition Centre

**EMIRATS ARABES UNIS**

**WETEX** : Salon de l'eau, de l'environnement et des technologies de l'énergie, du 04 au 06 oct. 2016, Dubai World Trade Centre

**AL FARES - INTERNATIONAL EQUINE EXHIBITION**: Salon du cheval et des équipements équestres, du 05 au 07 oct. 2016, Meydan Racecourse, Dubaï

**IMTECH** : Salon international et conférences sur le tourisme médical, du 08 au 09 oct. 2016, Dubai World Trade Centre

**WASTE MANAGEMENT MIDDLE EAST FORUM** : Forum annuel au Moyen-Orient pour la gestion des déchets, du 10 au 11 oct. 2016, Dusit Thani Dubai

**MEN'S HEALTH EXHIBITION & CONFERENC** : Salon du bien-être masculin dédié à la santé, au fitness, à la nutrition, au sport et aux soins personnels à Dubai, du 15 au 16 oct. 2016, JW Marriott Hotel Dubai

**GITEX TECHNOLOGY WEEK** : Salon international de l'informatique, des réseaux et des télécommunications, du 16 au 20 oct. 2016, Dubai World Trade Centre

**MIDDLE EAST FRANCHISE EXPO** : Salon de la franchise au Moyen-Orient. Le hall d'exposition du salon MENAFA présentera les dernières marques, produits et services nationaux et internationaux de plus de 80 entreprises, du 25 au 26 oct. 2016, Jumeirah Beach Hotel

**SEAFEX** : Salon des produits de la mer pour l'Afrique et le Moyen-Orient, du 26 au 28 oct. 2016, Dubai World Trade Centre

**LIGHT MIDDLE EAST** : Salon professionnel international au Moyen-Orient de la lumière urbaine et décorative, du 31 oct. au 02 nov. 2016, Dubai World Trade Centre

**IRAK**

**ERBIL STYLE** : Salon international de la mode, du cuir et de la chaussure en Iraq, du 07 au 10 oct. 2016, Erbil International Fairground

**ENERGY IRAQ** : Salon international de l'ingénierie électrique, de l'éclairage, de la production et du transport de l'énergie, du 24 au 27 oct. 2016, Erbil International Fairground

**ERBIL REAL EXPO** : Salon international

de l'immobilier et de l'investissement d'Erbil, du 26 au 29 oct. 2016, Erbil International Fairground

### JORDANIE

**HORECA JORDAN** : Salon de l'hôtellerie et de la restauration, du 08 au 10 oct. 2016, Zara Expo Amman

**ENERGYTECH** : Salon international des énergies renouvelables en Jordanie, du 23 au 25 oct. 2016, Hotel Intercontinental, Amman

### KOWEIT

**THE BIG 5 KUWAIT** : Salon international de la construction, des technologies de l'eau et de l'environnement, de l'air conditionné et de la réfrigération, du nettoyage et de la maintenance, du travail du verre et du métal du Koweït, du 25 au 27 sept. 2016, Kuwait International Fairs Ground

**AUTUMN PERFUMES EXHIBITION** : Parfums, cosmétiques, soins du corps, salons de beauté, du 19 au 29 oct. 2016, Kuwait International Fairs Ground

### LIBAN

**BEIRUT INTERNATIONAL MEDIPHARMA FAIR** : Salon des équipements et produits médicaux et pharmaceutiques au Liban, du 22 au 24 sept. 2016, Hilton Beirut Habtoor Grand Hotel Lebanon

**IN SHAPE** : Salon de la santé, de la beauté et du fitness, du 27 au 30 oct. 2016, BIEL - Beirut International Exhibition & Leisure Center

### MAROC

**CFIA** : Salon des fournisseurs de l'industrie agroalimentaire, du 27 au 29 sept. 2016, Parc d'Exposition de l'Office des Changes (CICEC), Casablanca

**POLLUTEC MAROC** : Salon international des équipements pour l'environnement. Technologies et services pour l'industrie et les collectivités locales, du 05 au 08 oct. 2016, Office des Foires et Expositions de Casablanca (OFEC)

**TANGIER TOURISM EXPO** : Salon international du tourisme et de la culture à Tanger, du 12 au 15 oct. 2016, Mövenpick Hotel & Casino Malabata Tanger

**MOROCCO STYLE** : Salon international de la mode, du textile et des accessoires, du 26 au 28 oct. 2016, Parc d'Exposition de l'Office des Changes (CICEC), Casablanca

### MAURITANIE

**MAURITANIDES** : Salon et conférence sur l'industrie mauritanienne de la mine, du pétrole et du gaz, du 11 au 13 oct. 2016, Palais des Congrès, Nouakchott

### OMAN

**INFRA OMAN** : salon des infrastructures et des projets industriels au Sultanat d'Oman, du 10 au 12 oct. 2016, Oman International Exhibition Centre

### QATAR

**POWER QATAR SUMMIT** : Salon et conférence de l'énergie au Qatar, du 10 au 11 oct. 2016, The Ritz Carlton, Doha

**SOLAR QATAR SUMMIT** : Forum de de l'énergie solaire et des énergies renouvelables, du 10 au 11 oct. 2016, The Ritz Carlton, Doha

**QATAR INTERNATIONAL BOAT SHOW** : Salon international du nautisme du Qatar, du 25 au 29 oct. 2016, Mourjan Marinas - Lusail City

### SOUDAN

**SUDAN BUILD & CONST EXPO** : Salon professionnel international, matériaux de construction, équipement électrique, éclairage, sécurité, outils, peintures, générateurs d'énergie, systèmes de chauffage & climatisation, du 28 au 31 oct. 2016, Khartoum International Fairground

### TUNISIE

**SIET** : Salon international de l'équipement textile, du 05 au 07 oct. 2016, Parc des expositions du Kram

**BATIMAGHREB EXPO** : Salon professionnel du bâtiment, du 19 au 21 oct. 2016, UTICA - Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat

**SIAT** : Salon international de l'investissement agricole et des technologies, du 19 au 22 oct. 2016, Parc des expositions du Kram

**MAMAN & ENFANT** : Salon de la maman et de l'enfant, du 26 au 30 oct. 2016, Parc des expositions de Sfax

**HORECA JORDAN**  
**THE BIG 5 KUWAIT**  
**IN SHAPE BEIRUT**  
**INTERNATIONAL MEDIPHARMA FAIR**  
**POLLUTEC MAROC**  
**BATIMAGHREB EXPO**  
**MAMAN & ENFANT**  
**SUDAN BUILD & CONST EXPO**

**UN CYCLE DE FORMATION À LA CCFA LES 3-10-17 NOVEMBRE 2016**  
**POUR LES EXPATRIÉS ET LE PERSONNEL EN CHARGE DES RELATIONS AVEC LE MONDE ARABE**

*Pour plus d'informations contactez :*  
*Mme Fahed au 01 45 53 99 66 – mail : [fahed@ccfranco-arabe.org](mailto:fahed@ccfranco-arabe.org)*  
*ou M. Hérald au 01 45 53 99 65 – mail – [helard.eric@ccfranco-arabe.org](mailto:helard.eric@ccfranco-arabe.org)*

## Dr. Saleh Al-Tayar à la 2<sup>ème</sup> édition du dialogue du secteur privé en Europe et dans les pays arabes



*Dans le cadre du dialogue des acteurs économiques du secteur privé en Europe et dans les pays de la zone MENA, l'Union des Banques arabes, avec le soutien et la collaboration de la Fédération bancaire française, la Fédération bancaire européenne et la chambre de commerce franco-arabe, a organisé le 20 septembre dans les salons de l'hôtel Georges V à Paris, la deuxième édition de sa rencontre parisienne sous le thème : « le Bréxit et ses impacts sur les économies régionales et l'économie mondiale ».*

Une occasion pour les différents participants représentant les banques et les institutions financières arabes et européennes dont notamment, Dr. Ziad Fariz, gouverneur de la Banque centrale de la Jordanie, Dr. Mohammad Baasiri, vice gouverneur de la banque centrale du Liban, M. Wissam Fattouf, Secrétaire général de l'union des banques arabes, d'exposer les défis auxquels est confronté le système bancaire arabe après le Brexit et ses possibles impacts sur les économies des pays arabes de la région et l'économie mondiale en général à l'heure où le système bancaire mondial est confronté à des défis majeurs comme le De-Risking, la lutte contre le blanchiment d'argent et le trafic et dérivés de tout genre.

Intervenant à la séance plénière des travaux de cette rencontre, Dr. Saleh Al-Tayar, Secrétaire général de la Chambre de commerce Franco-Arabe, a exprimé les vœux de la Chambre de voir à l'issue de cette journée de travail « qu'une nouvelle étape sera franchie dans le développement des relations économiques et commerciales entre nos différents pays et tout particulièrement entre la France et les pays arabes ». Il a rappelé que le monde arabe avait accompli un bond économique et une avancée sociale grâce notamment à la présence d'un secteur bancaire efficace qui a su s'adapter et se transformer constamment pour répondre aux besoins d'une économie en pleine évolu-

tion et pour accompagner cette zone en forte transformation et en plein développement.

Abordant plus particulièrement le rôle des banques dans le développement des échanges économiques entre la France et les pays arabes, Dr. Al-Tayar a rappelé que les échanges entre l'Hexagone et les pays de la zone MENA ont progressé de 51% durant les dix dernières années et s'élèvent aujourd'hui à plus de 55 milliards d'euros. Près de 3500 entreprises françaises sont implantées dans les pays arabes dont la majeure partie est engagée dans le processus de développement et de diversification des économies de ces pays. « Cette dynamique économique et commerciale a bien sûr été et elle l'est toujours, portée et accompagnée par les banques mais elle permet aussi aux banques de se développer, de s'agrandir, de développer des stratégies de croissance, et de croiser leur compétence pour accompagner non seulement les fonds et les investisseurs arabes qui viennent en France mais également les sociétés et les entreprises françaises qui développent des activités dans les pays arabes », a-t-il notamment dit, ajoutant : « Toutes les grandes banques françaises sont aujourd'hui présentes dans les pays arabes et sont engagées directement ou indirectement dans le processus de développement de leurs économies et nombreuses sont les banques arabes qui sont installées sur la place financière française pour fructifier et amplifier cette dynamique. »

Concluant son intervention, le Secrétaire général de la CCFA a indiqué que la Chambre de commerce Franco-Arabe appuyait et encourageait toutes les initiatives et toutes les démarches qui vont dans le sens d'une plus grande coopération, alliance et partenariat, entre les banques arabes et françaises et c'est pour cette raison qu'elle accorde la plus haute importance à cette réunion « qu'elle suivra avec le plus grand intérêt les interventions et conclusions ainsi que les résultats de ses travaux ».

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccf franco-arabe.org](http://www.ccf franco-arabe.org)

## Le Président de la CCFA à la rencontre des ambassadeurs en poste dans les pays arabes



*Depuis 1993, la Conférence des Ambassadeurs réunit fin août tous les chefs de missions diplomatiques français de par le monde et offre l'occasion aux plus hautes autorités de l'État et au Ministre des Affaires étrangères de donner leurs orientations pour le travail des représentants de la France à l'étranger et auprès des organisations internationales pour l'année à venir. Cet événement, qui dure une semaine permet aussi de mettre en cohérence tous les volets de l'action extérieure de la France que les ambassadeurs sont chargés de coordonner et d'animer.*

L'édition 2016 n'a pas échappé à la règle et c'est bien sur la diplomatie économique, devenue un axe d'action prioritaire avec une volonté d'ouverture en direction des entreprises, qui était à l'honneur dans la semaine du 29 août : l'occasion était idéale pour le Président de la Chambre de Commerce Franco-Arabe, M. Vincent Reina, accompagné du Directeur des Relations extérieures, M. Eric Helard, d'aller à la rencontre des ambassadeurs en poste dans les pays arabes. Cette année encore, ces derniers ont été très sollicités notamment à l'occasion du speed dating présenté par M. Matthias Fekl, Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger : baptisé « un ambassadeur, un entrepreneur », l'événement répondait à un objectif : permettre aux entreprises de faire connaître leurs projets à l'international, d'identifier des opportunités de croissance ou encore d'exposer les difficultés rencontrées sur certains marchés. Plus de 1 500 rendez-vous ont ainsi eu lieu dans la journée du 29 août ! Plus de 400 entrepreneurs avaient fait le déplacement, pour rencontrer les

ambassadeurs exerçant aux quatre coins du monde : et notons avec fierté que dans le top 20 du nombre de demandes figuraient entre autres le Maroc, l'Algérie et les Emirats Arabes Unis, signe que le monde arabe intéresse sans discontinuer les candidats à l'export.

Le 30 août, le Président François Hollande a prononcé le traditionnel discours de feuille de route aux ambassadeurs et annoncé une initiative de la France et des Emirats Arabes Unis qui organiseront une grande conférence ministérielle à Abu Dhabi en décembre prochain pour la protection du patrimoine menacé de l'Humanité.

Enfin, les trois tables rondes ouvertes au grand public ont fait salle comble. On a pu y écouter les ambassadeurs de France au Maroc, en Jordanie et en Arabie Saoudite, Mrs Jean-François Girault, David Bertolotti et François Gouyette, faire des interventions remarquables et suivies.

C'était aussi en quelque sorte la rentrée diplomatique du Président Reina qui a pu nouer des contacts directs et utiles pour la CCFA.

Visitez le site  
de la **Chambre**  
de commerce  
**franco-arabe**  
[www.ccfranco-arabe.org](http://www.ccfranco-arabe.org)

Pour recevoir la Newsletter de la CCFA, veuillez remplir ce document et l'envoyer à l'adresse suivante :

**Chambre de Commerce Franco-Arabe**

250 bis boulevard Saint Germain 75007 Paris

ou contactez-nous : tél: 01 45 53 20 12 - mail: [info@ccfranco-arabe.org](mailto:info@ccfranco-arabe.org)

Mme  M<sup>lle</sup>  M.

Société :

Prénom :

Nom :

Fonction :

Email :

Adresse :

Code postale :

Ville :

Pays :